

Interview with Le Figaro: Chypre présente «un risque» pour la zone euro

[View PDF](#)

21/02/2013

Interviews

ESM

France

Le Figaro, 21/02/2013

INTERVIEW - Le patron du Mécanisme européen de stabilité (MES) juge le sauvetage de Chypre nécessaire et urgent.

Directeur général du Mécanisme européen de stabilité (MES), Klaus Regling détaille les risques qui pèsent aujourd'hui sur la zone euro.

LE FIGARO. - La crise de la zone euro est-elle terminée, selon vous?

Klaus REGLING. - Les marchés financiers sont calmés, c'est vrai. Il faut dire qu'en quinze mois l'Europe a fait d'énormes progrès: les États ont fait d'importants efforts d'ajustement ; la coordination des politiques économiques s'est renforcée et, avec le MES, un «pare-feu» permanent a été mis en place. Mais malheureusement, pour les gens, la crise est loin d'être finie: le chômage monte et les revenus baissent. Les politiques d'ajustement commencent à porter leurs fruits, les exportations repartent, mais les crises de la dette en Asie ou en Amérique latine nous ont enseignés qu'il fallait entre trois et cinq ans avant que la population touche du doigt ces progrès. L'Irlande est très proche d'une sortie de crise. La Grèce, ce sera plus long.

Quels sont les risques qui pèsent aujourd'hui sur la zone euro?

Ce que nous craignons le plus, c'est l'arrêt des réformes, notamment en Grèce, le pays où la population souffre le plus des mesures d'ajustement. Ensuite, Chypre n'a toujours pas de programme d'assistance financière. Il nous faut une décision bientôt,

sinon cela représente un risque pour la zone euro. Enfin, avec les élections, l'Italie pourrait devenir un sujet d'incertitude si les réformes ne sont pas poursuivies. Les réformes engagées par le gouvernement sortant ont été cruciales. Nous espérons que le gouvernement qui sera en place après les élections poursuivra les réformes.

Le MES serait-il assez gros pour parer une nouvelle attaque spéculative contre l'Italie?

La question est extrêmement hypothétique. L'Italie garde la confiance des marchés. Le pays a déjà levé une grande partie des fonds dont elle aura besoin en 2013. Par ailleurs, le MES dispose encore d'environ 90 % de sa capacité de prêt de 500 milliards d'euros. Théoriquement, cela lui permettrait de couvrir les besoins d'emprunt de l'Italie pour à peu près deux ans. Par ailleurs, depuis les annonces de Mario Draghi, en juillet 2012, la question de la taille du «pare-feu» ne se pose plus dans les mêmes termes, car la BCE dispose, par définition, de moyens d'intervention illimités. Si la BCE devait décider d'agir, son intervention sera liée à la mise en place de réformes, dans le cadre d'un programme du MES.

Vous préparez-vous à voler au secours de Chypre?

La troïka (BCE, UE, FMI) y travaille. Nous suivons la situation de près. Mais nous avons besoin d'un nouveau gouvernement, après les élections, ce dimanche, pour négocier les conditions d'un éventuel plan de sauvetage. C'est très complexe, car les sommes en jeu sont importantes pour l'île: l'équivalent d'environ 100 % du PIB chypriote. Le secteur bancaire doit être nettement réduit. Il faut régler le problème du soupçon de blanchiment de capitaux. Négocier avec la Russie. Mais il y a aussi des éléments positifs comme la découverte de gaz. Nous voyons maintenant si nous pouvons prendre en compte les bénéfices attendus à long terme de la production de gaz.

Considérez-vous Chypre comme «systémique» pour le reste de la zone euro?

D'après le traité sur le MES, nous ne pouvons venir à l'aide d'un pays que si la situation présente une menace pour l'union monétaire. Pour moi, aujourd'hui, Chypre est systémique. Ses banques ont d'importantes filiales en Grèce. Et les marchés regardent Chypre de très près. En cas de dérapage, il y a un risque de contagion.

Peut-on attendre les élections allemandes pour lancer un plan de sauvetage?

D'après les chiffres que j'ai vus, Chypre risque d'être à cours d'argent cet été. Le pays va devoir rembourser des créanciers. Il semble peu probable que Chypre puisse le faire sans l'aide de l'Europe et du FMI.

Comment l'Europe peut-elle prêter de l'argent à un pays accusé de faire du blanchiment?

C'est très compliqué! Il semble qu'officiellement Chypre a adopté toute la législation européenne antiblanchiment. Cela fait partie de l'acquis communautaire. Il y a de sérieux doutes sur la mise en application des lois et des règlements. Mais ils sont difficiles à prouver et je n'ai pas un jugement indépendant sur cette question.

En Espagne, le risque de sauvetage d'État est-il écarté? Oui, c'est mon impression. L'Espagne n'a pas eu besoin d'un sauvetage global l'an dernier, contrairement à ce que pensaient les marchés. L'Espagne a mené les bonnes réformes, notamment celle du secteur bancaire. Nous aidons les banques espagnoles à hauteur de plus de 41 milliards d'euros. Il y a aussi eu les réformes des retraites, du marché du travail et une réduction du déficit. Cela a impressionné les marchés. Les annonces de la BCE ont également joué un rôle. Le MES et la BCE sont prêts à agir en cas de besoin mais je ne vois pas du tout la nécessité de le faire.

La France peut-elle un jour être cliente du MES?

Non! Pas plus que l'Allemagne. Ces deux pays sont les piliers du MES. Ce ne sont pas des clients potentiels. Sans ces deux pays, le MES ne peut exister, ni lever de l'argent, ni prêter aux pays en crise. Donc leur stabilité financière et leur solidité économique nous sont indispensables.

Contacts

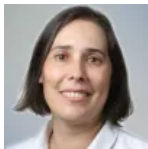


[Cédric Crelo](#)

Head of Communications and Chief Spokesperson

+352 260 962 205

c.crelo@esm.europa.eu



[Anabela Reis](#)

Deputy Head of Communications and Deputy Chief Spokesperson

+352 260 962 551

a.reis@esm.europa.eu



[Juliana Dahl](#)

Principal Speechwriter and Principal Spokesperson

+352 260 962 654

j.dahl@esm.europa.eu